



Les valeurs européennes en débat

Sophie Duchesne

► **To cite this version:**

| Sophie Duchesne. Les valeurs européennes en débat. 2011, pp.45-51. halshs-00642233

HAL Id: halshs-00642233

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00642233>

Submitted on 17 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les valeurs européennes en débat ?

Sophie Duchesne, CNRS – ISP/Nanterre, paru dans *Questions Internationales* n°51

L'interrogation sur les « valeurs des Européens » accompagne la quête de légitimité de l'Union européenne depuis plus d'une décennie. Pourtant, le consensus sur les valeurs n'est pas une propriété des systèmes démocratiques, qui fonctionnent au contraire sur le pluralisme, et les valeurs ne sont pas l'élément central nécessaire aux choix politiques des citoyens. Débattre des valeurs des européens ne doit pas viser à exclure ou délégitimer ceux qui n'acceptent pas l'intégration européenne avec enthousiasme.

Les responsables de l'Union européenne peinent à gagner le soutien des populations des Etats-membres. Ce constat est illustré par la faiblesse constante de la participation aux élections européennes et la sous utilisation des dispositions prévues dans les traités pour favoriser la participation des citoyens européens à l'UE (comme le droit de vote aux élections locales et européennes dans un autre pays de l'Union). Surtout, les échecs ou semi-échecs rencontrés par les consultations référendaires sur l'intégration ont été interprétés comme un rejet de l'Union par les citoyens des pays consultés. Cela conduit à différentes stratégies de légitimation, dont l'une consiste à mettre en débat les « valeurs européennes ». L'idée est évidemment de faire valoir une forme de spécificité de ces valeurs, qui justifierait alors la construction d'une communauté politique qui en serait porteuse, tant à l'intérieur du territoire européen – par des politiques inspirées d'elles –, qu'à l'extérieur – par une diplomatie censée renforcer et diffuser ces valeurs. Sur le plan institutionnel, ces valeurs européennes sont de fait rassemblées dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Mais elles font l'objet de nombreux débats animés par les promoteurs de l'intégration, qui puisent leurs références dans le passé culturel et historique de l'Europe pour y lire une forme de civilisation qui s'incarnerait dans des institutions politiques et sociales spécifiques.

Cette idée apparemment toute simple – si les Européens ont des valeurs qui les distinguent des autres, il est souhaitable qu'ils se rassemblent pour les défendre et les diffuser – est pourtant discutable. Elle se nourrit d'une représentation historiquement et sociologiquement fragile de ce qu'est une communauté politique, ainsi que d'une conception peu conforme à ce qu'on connaît de la façon dont « les valeurs » influencent les positions politiques des citoyens. Enfin elle est porteuse de tout ce que la notion même de communauté politique peut avoir d'inquiétant.

Nation, pluralisme et démocratie

Les démocraties modernes se sont développées dans le cadre de constructions nationales qui servent souvent de modèle implicite à la construction européenne, même si cette analogie est régulièrement dénoncée en termes tant historiques qu'institutionnels. Quoiqu'il en soit, ces constructions nationales ne se sont en aucun cas développées sur la base d'homogénéités culturelles ou de valeurs préexistantes. Les historiens continuent de débattre sur le rôle que les mobilisations populaires ont pris à ces constructions mais, globalement, la thèse de « l'origine ethnique » - et culturelle – des nations est largement dominée par une autre, qui montre comment les nations que

nous connaissons sont des constructions politiques opérées à l'époque moderne¹.

L'homogénéisation culturelle (relative) des populations nationales est un produit du travail politique, non un préalable. Elle s'est faite *via* le développement des systèmes d'éducation, des bureaucraties, de l'industrie, avec l'aide de la diffusion croissante de la presse et de la littérature.

L'homogénéisation culturelle a cela dit, en Europe de l'ouest en particulier, surtout pris les traits de l'homogénéisation linguistique. Les différences de valeurs, elles, ont persisté. Les Etats les plus grands se caractérisent tous par des variations importantes des systèmes de valeurs de leurs citoyens².

De son côté, la notion de communauté politique, notamment démocratique, qui s'incarne particulièrement à l'échelle nationale, ne suppose pas non plus la communauté de valeurs des citoyens. Certes, la plupart des démocraties reposent sur des systèmes institutionnels encadrés par des déclarations de droits, principes normatifs qui contraignent les décisions politiques au plus haut niveau. Mais ces déclarations de droit sont proches, d'un pays à l'autre, et sont trop générales pour pouvoir être considérées comme les gages de l'unité de valeurs des citoyens de chaque pays. Au contraire, la vie démocratique repose sur le débat et/ou le conflit des intérêts et des valeurs. Les décisions politiques sont des compromis, plus ou moins acceptés, plus ou moins pérennes, entre les intérêts mais aussi entre les valeurs de groupes qui appartiennent à la même communauté politique nationale. Le pluralisme est consubstantiel à la démocratie. C'est un fait reconnu mais mal accepté par le sens commun, pour qui « parler de politique » équivaut à entrer en conflit. C'est pourquoi la qualité des dispositifs institutionnels et leur capacité à organiser de façon pacifique la négociation, grâce à une prise en compte étendue des points de vue différents ou opposés, est essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie. L'idéal démocratique ne porte pas sur la réduction des divergences « à la source » - i.e. dans la population et ses représentants – mais bien dans la mise en place et le bon fonctionnement de structures permettant la délibération, et ce de façon la plus inclusive possible. C'est là le sens de la notion « d'espace public » dont J.Habermas a montré qu'il caractérise la démocratie moderne, la démocratie de masse³. L'espace public met en scène une « société civile », elle-même intrinsèquement plurielle, très à l'honneur dans les travaux sur l'intégration européenne.

En ce sens, les appels récents à redéfinir l'identité nationale, qui se sont multipliés dans les démocraties européennes ces dernières années, sont bien une erreur en termes théoriques. Ils se proposent de fixer des limites aux valeurs qui seraient celles des « vrais nationaux » ; alors que les valeurs d'une population sont par définition les siennes, aussi variées et différentes qu'elles puissent être. Si vient un moment où ces valeurs semblent devenir trop conflictuelles et rendent difficiles la décision politique, ce sont les procédures du débat et de la décision qu'il faut modifier, au lieu de chercher à délégitimer ou à exclure une partie des valeurs et des intérêts en présence.

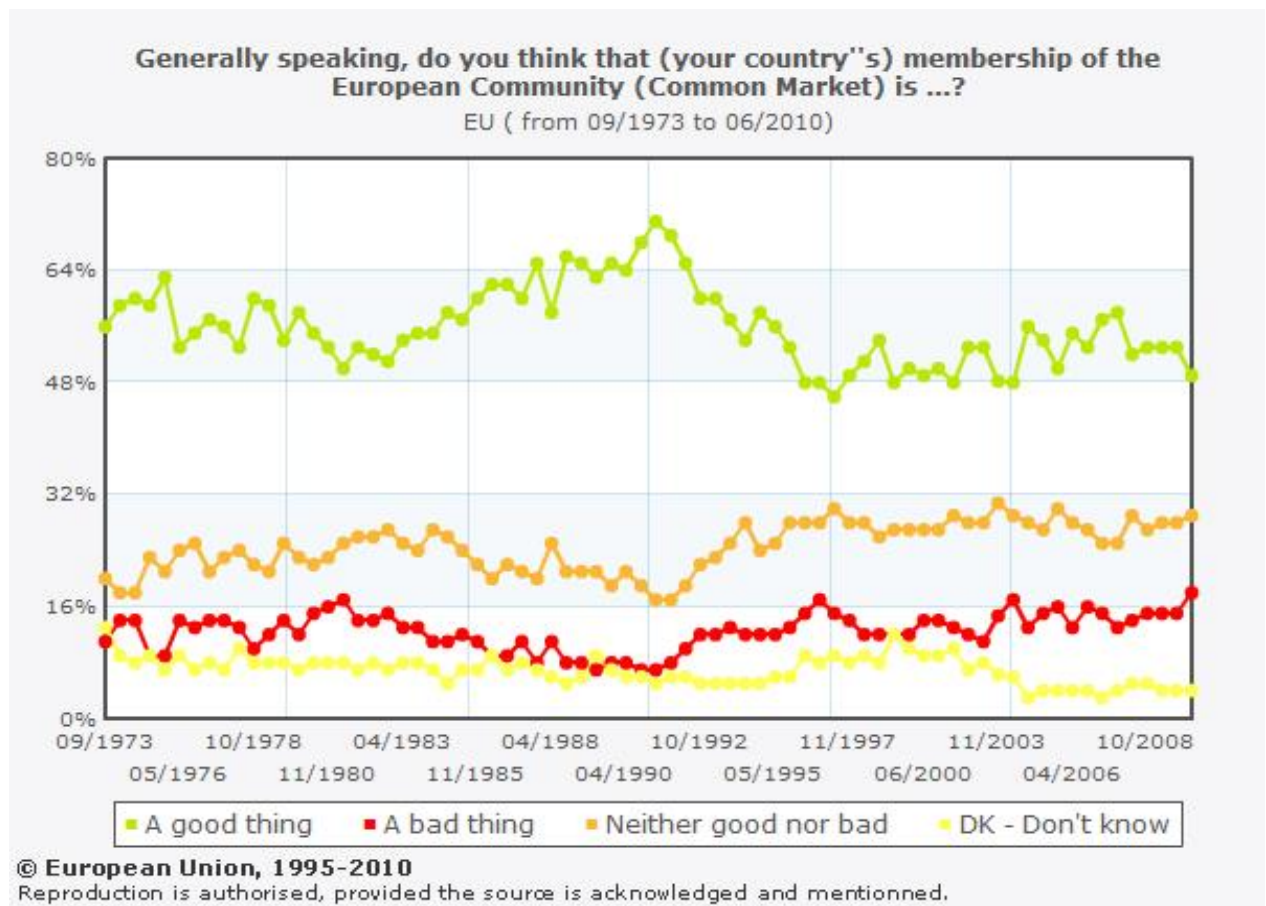
L'Europe comme communauté politique en devenir

¹ Pour une synthèse efficace de ces travaux voir Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Editions La Découverte, coll. Repères, 3^e édition 2007 et Antoine Roger, *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin (Collection « Compact – science politique »), 2001.

² Viviane Le Hay, « *Sous les plis des drapeaux* », *la mosaïque territoriale ? Une analyse infranationale des valeurs, opinions et attitudes en Europe occidentale (1970-1999)*, Doctorat de sociologie, IEP de Paris, 2010.

³ Jürgen Habermas, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1993 (ed. originale 1962).

De fait, l'appel au débat sur les valeurs européennes intervient de la même façon dans un contexte où les promoteurs de l'intégration recherchent désespérément les signes du développement d'une identité européenne. Les premières années de la construction européenne se sont déroulées sous les auspices de ce qu'on a appelé « le consensus permissif » : l'opinion publique européenne était considérée comme globalement peu intéressée mais favorable au processus d'intégration, à en croire les mesures des sondages européens appelés « Eurobaromètres ». Depuis Maastricht et surtout depuis les référendums sur le traité constitutionnel, les opinions des citoyens européens sont censées être devenues polarisées, et les observateurs parlent à leur sujet de « dissensus contraignant ». Parallèlement, la notion d'identité européenne a été introduite dans la littérature spécialisée au milieu des années 1990 et les données de sondage ont été et sont constamment réinterprétées dans l'espoir de faire apparaître un attachement croissant de la majorité des européens à l'UE. Or globalement, ce qui caractérise les données de sondage, eu égard à la rapidité de transformation du cadre politique et institutionnel européen, c'est bien la stabilité, notamment pour les pays de l'Europe de l'Ouest. (cf. Schéma)



Les données ici sont agrégées, sans différenciation par pays notamment, et ne permettent donc pas de saisir les déplacements plus complexes qui ont pu s'opérer entre catégories de réponses ; mais il

demeure que la thèse d'une polarisation croissante ne s'impose pas à la lecture de ce schéma⁴. Un nombre grandissant de chercheurs ont d'ailleurs investi dans la construction de données qualitatives sur les attitudes à l'égard de l'intégration, et tous ou presque aboutissent à mettre en évidence, aujourd'hui encore, l'absence d'intérêt des citoyens européens et de polarisation de leurs opinions sur les enjeux relatifs à la construction européenne⁵.

Pour en revenir aux valeurs des Européens, et à la possibilité que se développe chez eux une identité commune, pourquoi le *spill over*⁶, processus imaginé ou espéré par ses pères fondateurs, ne se produit pas ? Pourquoi les Européens ne développent-ils pas d'identification à l'égard de cette Union qui exerce, pour partie à leur insu, tant d'influence sur leurs existences ?

Tout d'abord parce que l'identification à un niveau de gouvernement ne se décrète pas plus que les valeurs de ses citoyens. Les promoteurs de l'intégration européenne restent obnubilés par la force des attachements nationaux – dont on a déjà dit qu'ils ne présageaient en rien d'une unité de valeurs des citoyens identifiés à la même nation. Au point qu'il a fallu des années pour faire entendre que l'identification à la nation n'était en rien un frein à l'identification à l'Europe : au contraire⁷. Sur le continent européen, les citoyens se sentent majoritairement européens en tant que français, allemand, espagnols... Mais ces identifications nationales elles mêmes sont des constructions solides car elles sont le produit, élaboré dans le long terme, de socialisations précoces, durables et d'autant plus efficace que l'apprentissage et l'entretien du lien national se font de façon largement invisible. Ils sont portés par l'ensemble des discours publics et privés qui s'adressent à l'enfant et à l'adulte, mais de telle façon qu'ils les décryptent à peine. Dans les médias en particulier, le rappel à l'identification (ici au sens d'être reconnu comme tel par les autres) nationale des citoyens est constant⁸. Mais il n'est efficace que parce qu'il s'adresse à des individus qui ont appris dès l'enfance, de leurs parents, de leurs éducateurs, que le découpage « naturel » du monde était la nation. Les efforts déployés par l'UE pour développer des symboles et construire un « européenisme banal » sont voués à un échec à court terme car ils ne produiront d'effet qu'en s'inscrivant dans un processus de transmission générationnel. Certes les nations et les sentiments qui les font perdurer sont des constructions, mais des constructions dans la longue durée.

La mobilisation politique procède de clivages et non de valeurs

De la même façon, l'appel à des valeurs partagées par les Européens et l'espoir que ces valeurs permettraient de fonder leur reconnaissance réciproque comme compatriotes méconnaît le rôle des valeurs dans la formation des opinions ou plus exactement, dans ce qu'on désigne comme « le rapport ordinaire au politique » de citoyens – autrement dit, le rapport que les citoyens qui n'ont pas d'engagement particulier entretiennent avec la scène politique. La vie politique démocratique

⁴ Virginie Van Ingelgom, « Intégrer l'indifférence : une approche comparative, qualitative et quantitative, de la légitimité de l'intégration européenne », Thèse de doctorat de Science politique, Université Catholique de Louvain-la-Neuve et Sciences Po Paris, Mai 2010.

⁵ En français, voir notamment le numéro 30 de la revue *Politique européenne* intitulé « L'identité européenne entre science politique et science fiction » (printemps 2010), ainsi que *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, D.Gaxie, N.Hubé, M. de Lasalle et J.Rowell, Economica 2010.

⁶ Effet d'entraînement fonctionnel supposé permettre le développement des solidarités et des attachements des citoyens à l'Union au fur et à mesure de son développement et de son efficacité.

⁷ Sophie Duchesne, « L'attachement à la nation ouvre la voie à l'identité européenne » in *Le Monde*, 28 mai 1999

⁸ Michael Billg, *Banal Nationalism*, Sage 1995.

fonctionne sur un principe de spécialisation – voire de professionnalisation – des tâches : l'univers politique constitue un domaine relativement clos, avec ses principes, ses règles, ses ressources, ses contraintes, qui ne s'ouvre rituellement qu'au moment des élections. Le reste du temps, la majorité des citoyens n'y a qu'un accès limité et n'y accorde qu'une attention distraite, qu'on peut qualifier d'oblique⁹. Le temps de la mobilisation électorale ne procède que partiellement, voire marginalement, de l'intérêt individuel que chaque citoyen porte aux enjeux de la campagne, contrairement à ce que voudrait une conception a-sociologique, idéalisée, de la démocratie. Il procède essentiellement d'incitations morales et sociales, elles aussi forgées dans la longue durée, au nom desquelles les citoyens se mettent, collectivement, en demeure de remplir ce qu'ils savent être leur devoir¹⁰. Au point d'ailleurs que le choix électoral qu'ils y font, à l'exception de consultations particulièrement dramatisées, disparaît rapidement de leur mémoire, comme le prouve la fragilité des reconstructions de trajectoires électorales. Il existe bien sûr une fraction de la population mobilisée de façon quasi permanente et qui prend explicitement position en fonction de valeurs conscientes. Mais cette fraction de la population a pour l'essentiel des propriétés sociales qui la positionnent de côté de l'élite, sauf quand l'appartenance à un milieu politiquement très encadré lui en a créé l'habitude.

Cela ne veut évidemment pas dire que les citoyens sont, dans leur ensemble, incapables de produire des jugements de valeurs et de les traduire en positions politiques. Cela veut juste dire que pour l'essentiel, ce n'est pas ce qu'ils font. L'opinion politique procède, pour ces mêmes citoyens dont l'existence se déroule très largement en marge du système politique, de la prise de position en fonction des groupes dont ils se savent proches et dont ils identifient, de façon largement implicite, vers quoi ou vers qui ils penchent. Autrement dit, la vie politique démocratique est moins structurée par le débat sur des valeurs et leur traduction en choix politiques, que par des systèmes de clivages. L'origine de ces clivages remonte pour ce qui nous concerne à la structuration de l'espace politique européen, mais fait l'objet d'un travail permanent de la part des forces politiques. Ces clivages sont en nombre relativement limité. Les clivages historiques (centre-périphérie, capital-travail, Eglise-Etats urbain-rural) ont été recomposés à la faveur des transformations de nos démocraties. Ils opposent notamment aujourd'hui, en termes de valeurs, le protectionnisme marchand au libéralisme économique, la tradition au libéralisme culturel, l'homogénéité à la diversité culturelle, l'Etat-providence à l'initiative individuelle. La sociologie électorale montre bien comment ces oppositions se traduisent *de facto* par des différences entre groupes sociaux qui, cependant, ne se recoupent pas toujours. Au niveau individuel, le mécanisme d'identification qui relie les groupes d'appartenance au choix politique est plus ou moins facilité par le travail des forces politiques.

Le travail de recombinaison des clivages qui donne sens à la compétition électorale est celui des groupes politiques et tout particulièrement des partis : c'est à eux qu'il revient de traduire la multitude de choix qu'une société complexe affronte en permanence en une série de positions limitées, compréhensibles pour le plus grand nombre des électeurs et propre à les mobiliser. Ce travail de structuration de l'univers idéologique s'opère de façon différente dans chaque pays car il est fortement marqué par l'histoire politique de chacun d'eux. Il est frappant de voir comment la familiarité avec une scène politique nationale étrangère est difficile à acquérir : l'apprentissage du

⁹ Jean-Claude Passeron, « Quel regard sur le populaire ? », entretien avec Joël Roman in *Esprit*, mars-avril 2002.

¹⁰ Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Gallimard, coll. Folio, 2007

jeu politique d'un pays d'immigration, y compris pour les élites¹¹, est difficile. Les immigrés, qu'ils soient de milieux populaires ou cadres supérieurs et professions libérales, qu'ils soient heureux ou non dans leur trajectoire migratoire, restent longtemps l'oreille tournée vers leur scène politique nationale et ne se familiarisent que lentement avec la façon dont la société d'accueil exprime ses oppositions et ses conflits dans la compétition politique. La culture politique là encore ne renvoie pas à des systèmes de valeurs étanches d'une société à l'autre, mais à une structure de clivage dont le repérage est difficile pour ceux qui ont été socialisés dans un autre système. Rien d'étonnant là non plus que les partis européens aient du mal à émerger : comment inventer, en quelques décennies, un repérage des grandes oppositions politiques qui fasse sens et mobilise de la même façon dans tous les pays ? Cela ne signifie pas que des formes de convergence n'existent pas, ni surtout qu'elles ne vont pas s'affirmer au fil du travail en commun dans le Parlement européen et au fil des échanges qui s'opèrent par média interposés. Mais la variable essentielle, là aussi, c'est le temps.

Faut-il débattre des valeurs des Européens ?

Oui bien sûr, puisque le débat est au cœur du processus démocratique. Mais à condition de comprendre le débat comme un processus de conviction et non d'exclusion ; à condition de considérer qu'on n'a pas su convaincre parce qu'on n'est pas convaincant et non pas parce que les opposants ne sont pas dignes. A condition enfin de considérer que le débat est ouvert à tous ceux qui participent de la communauté politique européenne, autrement dit, tous ceux qui sont aujourd'hui soumis à ses lois. Dans le sillage de l'injonction à débattre des valeurs européennes, on lit souvent un certain mépris pour ceux qui, par indifférence souvent d'ailleurs plutôt que par rejet, n'y adhèrent pas. Ceux-là sont volontiers considérés comme les tenants de valeurs dépassés, réactionnaires, fermées¹². Ce mépris est d'autant plus choquant qu'il provient de ceux qui bénéficient à plein de toutes les possibilités ouvertes par l'intégration, et s'adresse à ceux dont on voit au contraire qu'ils en profitent bien peu. Si une grande partie des citoyens européens ne voit pas aujourd'hui ce que leur apporte la construction européenne, ce n'est pas parce qu'ils ne sont pas porteur des « bonnes valeurs », mais parce que les arguments portés par les promoteurs de l'UE, et sans doute les politiques mises en œuvre dans la dynamique de l'intégration, n'ont pas su convaincre. Le débat reste donc ouvert.

Note biographique :

Sophie Duchesne est directrice de recherche au CNRS, membre de l'Institut des sciences sociales du politique à l'Université de Nanterre. Elle a dirigé le numéro 30 de la revue *Politique Européenne* intitulé « L'identité européenne, entre science politique et science fiction ? » (mai 2010). Elle est présidente du Conseil scientifique de l'Institut sciences humaines et sociales du CNRS et enseigne à sciences Po.

¹¹ Adrian Favell, *Eurostars and Eurocities: Free Movement and Mobility in an Integrating Europe* (Oxford, Blackwell, 2008)

¹² Thomas Risse, *A Community of Europeans? Transnational Identities and Public Spheres*, Cornell University Press 2010